ST.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
12-07-1988
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

L. 18.576/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 avril 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie et l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 6 juin 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 19 april 1988 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht en van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 6 juni 1988 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives aux grades, au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie".

PREAMBULE.

Le préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, notamment les articles 12 et 15;

Vu la loi du 27 décembre 1973 ...
(la suite comme à l'alinéa 1er du préambule);

Vu l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les écoles des forces armées et de la gendarmerie, notamment les articles 6 et 7, modifiés par l'arrêté royal du 9 avril 1979;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1977 ...
(la suite comme à l'alinéa 2 du préambule);

.../...

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment les articles 4, 6, 7, 8, l'article 12, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1983 et 27 novembre 1985, les articles 13, 14, l'article 23, modifié par les arrêtés royaux des 21 janvier 1981, 27 novembre 1985 et 5 novembre 1986, l'article 24, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, l'article 25, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1987, l'article 26, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, l'article 27, modifié par les arrêtés royaux des 27 novembre 1985 et 22 juin 1987, l'article 28, les articles 28bis, 28ter, 28quinquies, y insérés par l'arrêté royal du 22 juin 1987, l'article 37, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1983 et 23 septembre 1986, l'article 38, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1986, l'article 39, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1987, l'article 45, l'article 47, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1987, et l'article 54;

Vu ... (la suite comme aux alinéas 4 à 6 du préambule)".

DISPOSITIF.

Observations préliminaires.

1. L'arrêté royal en projet serait mieux structuré de la manière suivante :

.../...

CHAPITRE PREMIER. Modifications à l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

CHAPITRE II. Modifications à l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les écoles des forces armées et de la gendarmerie et à l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie.

CHAPITRE III. Dispositions finales.

2. En conséquence, les articles 3 à 27 du projet d'arrêté doivent être groupés dans le chapitre premier.

Les articles 1er, 2 et 28 doivent figurer sous le chapitre II.

Les articles 29 à 33 doivent constituer le chapitre III.

3. L'abrogatoire, qui fait l'objet de l'article 31 du projet, doit précéder les articles 29 et 30 qui sont des dispositions transitoires.

Article 1er.

Selon les règles de la technique législative, la subdivision en paragraphes sert à grouper des alinéas. Dès lors, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

.../...

"Article 1er.-

Dans l'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 18 mai 1981, il est inséré un alinéa 2 comme suit :

"Les officiers porteurs du brevet d'administrateur militaire ... (la suite comme au projet)".

Article 2.

La mention "§ 2", figurant au début du texte en projet, doit être omise.

Article 3.

Selon l'article 2 du texte français de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie :

"Les épreuves de recrutement comportent :

1° une épreuve littéraire et scientifique;

2° une épreuve psychologique et psychotechnique;

3° une épreuve de condition physique".

Il est, dès lors, préférable de remplacer le mot "examens" par le mot "épreuves".

.../...

La même observation vaut pour l'article 14, § 2, en projet (article 12 du projet).

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Le texte actuel, qui formera l'alinéa 1er, est complété comme suit :

"4° ne pas avoir subi un échec définitif au cours d'un cycle de formation d'officier ou de sous-officier d'élite suivi précédemment".

2° Il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Pour être admis ... (la suite comme au projet)".

Dans le texte français de cet alinéa 2, le mot "délivré" doit être remplacé par le mot "conféré".

Article 5.

Plutôt que d'insérer un article 7bis, il convient de modifier l'article 7 comme suit :

"Article 5.-

Dans l'article 7, § 1er, du même arrêté, il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

"Toutefois, pour les candidats officiers, licenciés en droit, l'épreuve littéraire et scientifique comprend uniquement un concours d'admission portant sur les connaissances linguistiques visées à l'alinéa 1er, 1°, a, ainsi que sur le droit constitutionnel et administratif, le droit des obligations, le droit pénal et la procédure pénale ou une ou plusieurs de ces branches au choix du Ministre de la Défense nationale ou de l'autorité qu'il désigne".

Article 7.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

A l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"Annuellement, le Ministre de la Défense nationale fixe, par régime linguistique et selon la formation, ... (la suite comme au projet)".

2° Il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Les candidats à la formation de candidats officiers, licenciés en droit, ... (la suite comme au projet)".

.../...

Articles 8, 9 et 10.

1. De l'accord de l'officier délégué, la rédaction suivante est proposée :

"Article 8.-

L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13. Pour les candidats officiers et les candidats officiers, polytechniciens, il est établi, par régime linguistique et selon la formation, un classement à l'issue des épreuves de recrutement.

Les candidats qui satisfont aux conditions d'admission sont classés dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus au concours d'admission visé à l'article 7, § 1er, alinéa 1er, 1°, calculée conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée et aux critères fixés par le Ministre de la Défense nationale.

Sont classés en ordre utile, les candidats dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article 12, § 1er".

.../...

Article 9.-

Un article 13bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 13bis. § 1er. Pour les candidats officiers, licenciés en droit, il est établi, par régime linguistique, un classement des candidats qui ont réussi l'épreuve sur les connaissances linguistiques visées à l'article 7, § 1er, alinéa 2.

Ces candidats sont classés dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus, calculée conformément aux critères fixés par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Le nombre de candidats admis à participer à l'épreuve sur les branches juridiques visées à l'article 7, § 1er, alinéa 2, ne peut être supérieur à dix fois le nombre visé à l'article 12, § 1er.

§ 2. A l'issue des épreuves de recrutement, les candidats officiers, licenciés en droit, qui satisfont aux conditions d'admission, sont classés, par régime linguistique, dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus au concours d'admission visé à l'article 7, § 1er, alinéa 2, calculée conformément aux critères fixés par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée et aux critères fixés par le Ministre de la Défense nationale.

Sont classés en ordre utile, les candidats dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article 12, § 1er".

.../...

Article 10.-

Un article 13ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 13ter. Les candidats qui ont subi avec succès les épreuves de recrutement et qui ne sont pas classés en ordre utile peuvent toutefois être admis, par le Ministre de la Défense nationale, à recevoir la formation correspondant à leur candidature lorsque, pour une autre formation, le nombre de candidats classés en ordre utile est inférieur au nombre visé à l'article 12, § 1er".

2. Il résulte des articles 13 et 13bis en projet que le classement des candidats s'effectue en fonction des points obtenus au seul concours d'admission.

Il y a lieu de modifier en conséquence l'article 6, 2°, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité.

Article 11.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 11.-

Un article 13quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 13quater. Pour les candidats sous-officiers d'élite, il est établi, par régime linguistique, un classement à l'issue des épreuves de recrutement.

Les candidats qui satisfont aux conditions d'admission sont classés dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus à l'épreuve littéraire et scientifique.

.../...

Sont classés en ordre utile les candidats dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article 12, § 1er".

Articles 13 à 22.

A. Observations générales.

1. L'arrêté royal du 9 avril 1979 règle, dans son titre II, chapitre premier, la formation des candidats officiers. Ce chapitre contient six sections (les différentes parties de la formation, le cycle de formation générale et professionnelle, le cycle de perfectionnement, l'organisation des cours et épreuves, les mesures à prendre en cas d'échec et la formation des candidats officiers polytechniciens).

La formation des candidats officiers polytechniciens fait l'objet de la section 6 comprenant les articles 28bis à 28quinquies et insérée par l'arrêté royal du 22 juin 1987.

2. Dans l'avis qu'il a donné sur le projet dudit arrêté, le 11 mai 1987, sous le n° L. 18.025/2, le Conseil d'Etat recommandait l'insertion, dans la section 6, d'une disposition "énumérant les articles des sections 1ère à 5 du chapitre premier du titre II qui doivent s'appliquer à la formation du candidat officier polytechnicien".

Cette observation a donné lieu à l'article 28bis de l'arrêté royal du 9 avril 1979, rédigé en ces termes :

.../...

"Hormis les dérogations portées par les articles 28ter à 28quinquies, les articles 22, 24, 25, 26, §§ 1er et 2, et 27 sont applicables aux candidats officiers polytechniciens".

3. L'énumération des articles applicables aux candidats officiers polytechniciens est modifiée par l'article 19 du projet (remplaçant l'article 28bis de l'arrêté royal du 9 avril 1979). Une disposition similaire est prévue pour les candidats officiers, licenciés en droit (article 22 du projet, insérant les articles 28sexies à 28novies en projet). Selon les articles 28bis et 28sexies en projet, la formation des candidats officiers polytechniciens et licenciés en droit, correspond à celle des candidats officiers, sauf s'il y est dérogé.

On ne trouve toutefois nulle trace de la mesure dans laquelle les dispositions propres aux candidats officiers polytechniciens et licenciés en droit dérogent aux textes qui règlent la formation des candidats officiers.

Seule une lecture synoptique des dispositions en cause permet de déceler ces dérogations.

Ainsi, la détermination du régime de formation applicable aux candidats officiers polytechniciens et licenciés en droit est rendue particulièrement malaisée.

En outre, la confrontation des dispositions applicables à chaque catégorie de candidats pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation.

.../...

On notera enfin que l'observation précitée, formulée par le Conseil d'Etat dans son avis L. 18.025/2, n'a pas pu être suivie parce qu'il n'existe pas de dispositions propres à la formation générale et professionnelle des candidats officiers, qui soient comme telles applicables aux candidats officiers polytechniciens et licenciés en droit. Elles ne le sont que dans une certaine mesure au point que "les dérogations portées par les articles 28ter à quater" et "28septies à novies" ne paraissent même pas répondre à la signification de ce terme (cfr. Cornu : vocabulaire juridique - association Capitant - PUF - 1987. La dérogation est une "exception apportée, dans une matière spéciale ou un cas particulier, à une règle générale qui par ailleurs demeure"). En réalité, le régime de formation générale et professionnelle est différent pour chaque catégorie de candidat.

4. Un seul exemple permet d'illustrer les difficultés que le procédé utilisé suscite.

a) L'article 28octies en projet est relatif à la vérification des aptitudes professionnelles et des résultats obtenus au cours de la formation militaire des candidats officiers licenciés en droit. Il établit par ailleurs les critères de réussite de la formation générale et professionnelle (formation militaire et préliminaire) de ces candidats et détermine l'autorité appelée à décider de leur réussite ou de leur échec.

b) L'article 28octies déroge, selon les auteurs du projet, à l'article 25 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 sans qu'il soit fait expressément mention de ce caractère dérogatoire ni de la mesure de celui-ci.

De la combinaison des paragraphes 1er de chacune de ces dispositions, il semble apparaître que, pour la formation préliminaire (1), les notes d'études et d'aptitudes professionnelles résultent des notes pour l'année de formation (voir aussi article 28septies, § 3, alinéa 4, en projet). Or, selon l'article 28septies, § 3, alinéa 1er, la formation préliminaire correspond à une période de cinq mois. L'article 25, § 1er, peut-il dès lors être appliqué à la formation préliminaire ?

c) Par ailleurs, le recours à la formule "sans préjudice des dispositions de l'article 25, § 3, 1°" au paragraphe 3 de l'article 28octies ajoute à la confusion et témoigne de la difficulté de maîtriser le procédé employé : si, en effet, l'article 25 s'applique dans la mesure où il n'y est pas dérogé, cette mention est superflue.

d) A la lecture de cet article 28octies, on s'aperçoit que, loin de déroger à l'article 25, il crée un régime particulier de vérification des aptitudes acquises par les candidats officiers licenciés en droit au cours de leur formation générale et professionnelle. Ceci tient évidemment à ce que le cycle de formation générale et professionnelle est propre à chaque catégorie de candidats.

5. Dans l'intérêt des utilisateurs et des destinataires du projet, il s'indiquerait de revoir le chapitre consacré à la formation des officiers en s'inspirant des considérations suivantes.

.../...

(1) L'article 28octies, § 1er, ne déroge à l'article 25 que pour la formation militaire.

Il convient de maintenir la structure de ce chapitre afin d'assurer l'harmonie avec le chapitre consacré à la formation des sous-officiers.

Le texte gagnerait cependant en clarté et serait dès lors plus compréhensible si dans la section 2 relative au contenu du cycle de formation générale et professionnelle, était consacré un article distinct à la formation de chaque catégorie de candidats. S'il y a lieu, des dispositions communes aux trois catégories pourraient être rassemblées dans un même article.

Les sections 4 et 5 respectivement consacrées à l'organisation des cours et épreuves et aux mesures à prendre en cas d'échec devraient être aménagées de la même manière.

Les dispositions du présent projet et celles des projets d'arrêtés examinés par le Conseil d'Etat sous les n°s 18.577 et 18.578, qui font référence aux articles relatifs à la formation des candidats officiers, devraient être adaptées en conséquence.

+

Les observations particulières ci-après sont formulées sous réserve des observations générales qui précèdent. En raison de celles-ci, aucun texte n'est proposé.

.../...

B. Observations particulières.

Article 13.

1. Conformément à l'usage, le A et le B doivent être rédigés comme suit :

"A) l'alinéa 1er, a, 21, est abrogé;

B) l'alinéa 1er, c, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, est remplacé par la disposition suivante :".

2. A l'alinéa 1er, c, précité, il convient, dans le texte français, d'écrire au 4° :

"4° philosophies politique, économique et sociale ...".

La même observation vaut pour l'article 28septies, § 3, alinéa 2, 4°, en projet (article 22 du projet) et pour l'article 29, 3°, du projet.

3. Au c, 5°, du même alinéa, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens de la disposition "influence des moyens de diffusion - parler en public", qui, de toute façon, est incorrecte.

La même observation vaut pour l'article 28ter, § 1er, b, 8°, en projet (article 20 du projet) pour l'article 28septies, § 3, alinéa 2, 5°, en projet (article 22 du projet) et pour l'article 29, 4°, du projet.

.../...

4. La dernière phrase dudit alinéa, c ("Cette note est prise en considération pour ...") fait double emploi avec l'article 25, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 et doit, dès lors, être omise.

Il serait d'ailleurs plus conforme aux règles de légistique de rédiger la fin de la disposition comme suit :

"C) les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

"Les candidats sont régulièrement interrogés sur ces branches. Les notes obtenues à ces interrogations n'interviennent que dans l'établissement de la note du travail de l'année.

Des stages peuvent être organisés au cours de cette période de formation".

Article 14.

A l'article 24, § 1er, en projet, il y a lieu de préciser la durée des périodes du cycle de perfectionnement.

Au même paragraphe 1er, il convient d'écrire :

"1° droit pénal général;
...
4° droit pénal spécial;
...
6° direction et organisation du service;
...".

.../...

Le Conseil d'Etat ne voit pas la signification des enseignements théoriques et pratiques énumérés sous les 5°, 7°, 8°, 9°, 13° et 17°.

Article 15.

1. Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1987, sont apportées les modifications suivantes :".

2. Au B les mots "modifié par les arrêtés royaux des 27 novembre 1985 et 22 juin 1987" doivent être omis.

3. L'article 25, § 2, alinéa 2, en projet, n'est pas compatible avec l'article 26, § 2, de l'arrêté royal du 9 avril 1979, selon lequel "Le commandant de la gendarmerie détermine la nature écrite ou orale des épreuves ...". Cet alinéa doit être omis.

4. Au début de l'article 25, § 3, en projet, il y a lieu d'écrire : "Pour réussir les épreuves d'une année de formation, ...".

5. Au 1° du même paragraphe 3, il y a lieu d'écrire : "obtenir la moitié des points pour la note d'ensemble concernant les aptitudes professionnelles".

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire à la fin du paragraphe 3, 2° : "voor elk vak of elke groep van vakken;".

Dans le texte néerlandais du même paragraphe 3, il y a lieu d'écrire à la fin du 3° : "... over de gehele studie;".

La même observation vaut pour le 4°, b, du même paragraphe.

6. Dans le même paragraphe 3, 4°, a, les mots "à l'exception de la deuxième langue nationale" doivent être omis parce que celle-ci, selon l'article 24 en projet, ne figure plus parmi les branches du cycle de perfectionnement.

7. Au même paragraphe 3, 4°, c, les mots "test en aptitude physique" doivent être remplacés par les mots "épreuves d'aptitude physique".

La même observation vaut pour l'article 26, § 1er, 6°, en projet (article 16 du projet).

Article 17.

Au début de l'article, il y a lieu d'écrire : "L'article 27, alinéa 2, ...".

Article 22.

Cet article insère dans l'arrêté royal du 9 avril 1979 les articles 28sexies à 28novies, relatifs à la formation des candidats officiers, licenciés en droit.

.../...

Le cycle de formation générale et professionnelle de ces candidats comprend une formation militaire de base et une formation préliminaire (article 28septies, § 1er). La formation militaire de base "consiste en la formation de l'officier de réserve des troupes d'infanterie blindée" (article 28septies, § 2). Au cours de cette formation, leurs aptitudes professionnelles et leurs résultats sont notés "conformément aux critères applicables aux candidats officiers de réserve"; ils subissent les mêmes examens que les candidats officiers de réserve" (article 28octies, § 1er). Les critères de réussite sont ceux qui sont applicables aux candidats officiers de réserve (article 28octies, § 3, 1°).

Selon l'article 54, 5°, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve et du service médical, "pour être nommé au grade de sous-lieutenant de réserve dans les forces armées, il faut : ... avoir suivi avec succès le cycle de formation fixé par le Roi".

Le cycle de formation de candidat officier de réserve comprend une période de formation dans un établissement d'entraînement militaire et un stage probatoire dans une fonction de sous-lieutenant ou dans une fonction équivalente avec la possibilité d'un ou plusieurs rappels (article 3, 2°, de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve).

Selon l'officier délégué, la formation militaire du candidat officier, licencié en droit, consiste en la formation dans un établissement d'entraînement militaire, à l'exclusion du stage probatoire. Le projet devrait être précisé sur ce point.

Ni la loi du 1er mars 1958, ni l'arrêté royal du 25 septembre 1959 précités ne contiennent d'indications sur le contenu de la formation de l'officier de réserve des troupes d'infanterie blindée, les critères de réussite et les examens. Il résulte des explications de l'officier délégué que pour les officiers de réserve, ces questions seraient réglées par un "règlement interne". En l'absence de toutes dispositions réglementaires relatives à celles-ci, le projet ferait, en droit, référence au néant.

Sans doute la difficulté serait-elle évitée si le projet fixait la durée et l'essentiel du contenu de la formation militaire (disciplines et vérification des aptitudes à exercer celles-ci), attribuait au Ministre de la Défense nationale le pouvoir de déterminer l'établissement d'entraînement militaire dans lequel serait dispensée cette formation et précisait les conditions de réussite.

Article 23.

1. A la fin du paragraphe 1er de l'article 37 en projet, il est proposé d'écrire "... aux examens organisés dans le cadre des formations de candidat officier et de la formation de candidat sous-officier d'élite ou de candidat sous-officier subalterne".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, du même article, il y a lieu d'écrire : "Sur demande motivée introduite ...".

3. Tel que l'alinéa 3 du paragraphe 2 est rédigé, l'avis qui y est visé n'a aucune valeur contraignante pour l'autorité appelée à se prononcer sur l'ajournement.

La rédaction suivante est proposée :

"Si la demande d'ajournement concerne un ou des examens relatifs aux cours de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire, le commandant de cette école donne son avis avant toute décision".

Un texte similaire devrait être prévu pour les examens relatifs à la formation militaire des licenciés en droit.

4. Au paragraphe 3, pour éviter toute équivoque quant à l'autorité qui statue sur l'octroi de l'ajournement, il y a lieu de la désigner expressément.

Articles 25 à 27.

Etant donné les observations générales formulées au sujet des articles 13 à 22, il conviendra éventuellement d'adapter le numérotage des articles auxquels les dispositions en projet font référence.

A l'article 45, § 1er et § 2, en projet (article 26 du projet), les mots "dispositions des", qui sont inutiles, doivent être omis.

Article 28.

Afin d'éviter une abrogation tacite, il est suggéré de remplacer l'article 28 par trois articles rédigés comme suit :

"Article 28.-

L'article 54 du même arrêté est abrogé.

Article 29.-

L'article 6 de l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les écoles des forces armées et de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 9 avril 1979, est remplacé par la disposition suivante :

Article 6. (Comme au projet, sauf à écrire, dans le texte français, à la fin de la phrase introductive, "des répétitions sur certaines parties ...").

Article 30.-

L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 avril 1979, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. (Comme au projet)".

Article 31.

Conformément à l'observation préliminaire 3, il y a lieu d'insérer cet article avant l'article 29 du projet.

Article 32.

L'entrée en vigueur de l'arrêté est fixée au 1er septembre 1987.

Cette rétroactivité ne peut être admise que si elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de graden, de werving en de opleiding van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht".

AANHEF.

De aanhef moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, inzonderheid op de artikelen 12 en 15;

Gelet op de wet van 27 december 1973 ... (voorts zoals in het eerste lid van de aanhef);

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 6 en 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 april 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1977 ... (voorts zoals in het tweede lid van de aanhef);

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op

de artikelen 4, 6, 7, 8, op artikel 12, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 september 1983 en 27 november 1985, op de artikelen 13, 14, op artikel 23, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 januari 1981, 27 november 1985 en 5 november 1986, op artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1985, op artikel 25, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1987, op artikel 26, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1985, op artikel 27, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 november 1985 en 22 juni 1987, op artikel 28, op de artikelen 28bis, 28ter, 28quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1987, op artikel 37, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 september 1983 en 23 september 1986, op artikel 38, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1986, op artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1987, op artikel 45, op artikel 47, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1987, en op artikel 54;

Gelet op ... (voorts zoals in het vierde tot het zesde lid van de aanhef)".

BEPALEND GEDEELTE.

Voorafgaande opmerkingen.

1. Het ontworpen koninklijk besluit zou beter als volgt worden gestructureerd :

.../...

HOOFDSTUK I. Wijzigingen in het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

HOOFDSTUK II. Wijzigingen in het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de rijkswacht en in het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht.

HOOFDSTUK III. Slotbepalingen.

2. Bijgevolg moeten de artikelen 3 tot 27 van het ontwerp-besluit gegroepeerd worden in hoofdstuk I.

De artikelen 1, 2 en 28 moeten in hoofdstuk II komen te staan.

De artikelen 29 tot 33 moeten hoofdstuk III vormen.

3. De opheffingsbepaling, die aan de orde is in artikel 31 van het ontwerp, moet komen te staan vóór de artikelen 29 en 30, die overgangsbepalingen zijn.

.../...

Artikel 1.

Volgens de regels van de wetgevingstechniek, dient de onderverdeling in paragrafen om leden te groeperen. Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

In artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 mei 1981, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Officieren die houder zijn van het brevet van militair administrateur ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 2.

De vermelding "§ 2" aan het begin van de ontworpen tekst, moet vervallen.

Artikel 3.

Artikel 2 van de Franse tekst van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, luidt als volgt :

.../...

"Les épreuves de recrutement comportent :

1° une épreuve littéraire de scientifique;

2° une épreuve psychologique et psychotechnique;

3° une épreuve de condition physique".

Derhalve is het verkieslijk het woord "examens" te vervangen door het woord "épreuves".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 14, § 2 (artikel 12 van het ontwerp).

Artikel 4.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de huidige tekst, die het eerste lid zal vormen, wordt aangevuld als volgt :

"4° niet definitief afgewezen zijn tijdens een vroeger gevolgde opleidingscyclus van officier of van keuronderofficier".

2° een tweede lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

"Om tot de opleidingscyclus ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

In de Franse tekst van dit tweede lid dient het woord "délivré" door het woord "conféré" te worden vervangen.

Artikel 5.

In plaats van een artikel 7bis in te voegen, is het beter artikel 7 als volgt te wijzigen :

"Artikel 5.-

In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten, omvat het letterkundig en wetenschappelijk examen echter alleen een vergelijkend toelatingsexamen dat betrekking heeft op de taalkennis bedoeld in het eerste lid, 1°, a, alsook op het grondwettelijk en administratief recht, het verbintenissenrecht, het strafrecht en de strafrechtspleging of één of meer van die vakken, naar keuze van de Minister van Landsverdediging of van de overheid die hij aanwijst".

Artikel 7.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Jaarlijks bepaalt de Minister van Landsverdediging, per taalstelsel en volgens de opleiding, hoeveel kandidaten de opleiding van ... (voorts zoals in het ontwerp, maar aan het slot schrijve men "mogen krijgen" in plaats van "mogen ontvangen")".

2° een paragraaf 4 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. De kandidaten voor de opleiding van kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikelen 8, 9 en 10.

1. De gemachtigde officier is het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Artikel 8.-

Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 13. Voor de kandidaat-officieren en de kandidaat-officieren-polytechnici wordt, per taalstelsel en volgens de opleiding, een rangschikking opgemaakt na afloop van de wervingsexamens.

.../...

De kandidaten die aan de toelatingsvoorwaarden voldoen, worden gerangschikt in de volgorde van het algemeen gemiddelde van de punten behaald bij het vergelijkend toelatingsexamen bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, 1°, welk gemiddelde wordt berekend overeenkomstig artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger en overeenkomstig de door de Minister van Landsverdediging bepaalde maatstaven.

Nuttig gerangschikt zijn de kandidaten wier rangschikkingsnummer het in artikel 12, § 1, bedoelde aantal niet overschrijdt".

"Artikel 9.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 13bis. § 1. Voor de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten, wordt, per taalstelsel, een rangschikking opgemaakt van de kandidaten die geslaagd zijn voor het examen over de taalkennis, bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid.

Die kandidaten worden gerangschikt in de volgorde van het algemeen gemiddelde van de behaalde punten, berekend overeenkomstig de maatstaven bepaald bij artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Het aantal kandidaten dat mag deelnemen aan het examen over de rechtsvakken bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, mag niet hoger zijn dan tien maal het aantal bedoeld in artikel 12, § 1.

.../...

§ 2. Na afloop van de wervingsexamens worden de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten, die aan de toelatingsvoorwaarden voldoen, per taalstelsel gerangschikt, in de volgorde van het algemeen gemiddelde van de punten behaald bij het vergelijkend toelatingsexamen bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, welk gemiddelde wordt berekend overeenkomstig de maatstaven bepaald bij artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger en overeenkomstig de door de Minister van Landsverdediging bepaalde maatstaven.

Nuttig gerangschikt zijn de kandidaten wier rangschikkingsnummer het in artikel 12, § 1, bedoelde aantal niet overschrijdt".

Artikel 10.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 13ter ingevoegd, luidende :

"Artikel 13ter. De kandidaten die geslaagd zijn voor de wervingsexamens en niet nuttig gerangschikt zijn, kunnen door de Minister van Landsverdediging evenwel toegelaten worden tot de opleiding die overeenstemt met hun kandidatuur, wanneer, voor een andere opleiding, het aantal nuttig gerangschikte kandidaten lager is dan het aantal bedoeld in artikel 12, § 1".

2. Uit de ontworpen artikelen 13 en 13bis volgt dat de kandidaten worden gerangschikt volgens de punten die zij behaald hebben bij het vergelijkend toelatingsexamen alleen.

.../...

Artikel 6, 2°, van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979 behoort dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Artikel 11.

Het artikel zou beter als volgt worden gerediGeerd :

"Artikel 11.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 13quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 13quater. Voor de kandidaat-keuronderofficieren wordt, per taalstelsel, een rangschikking opgemaakt na afloop van de wervingsexamens.

De kandidaten die aan de toelatingsvoorwaarden voldoen, worden gerangschikt in de volgorde van het algemeen gemiddelde van de punten behaald bij het letterkundig en wetenschappelijk examen.

Nuttig gerangschikt zijn de kandidaten wier rangschikkingsnummer het in artikel 12, § 1, bedoelde aantal niet overschrijdt".

Artikelen 13 tot 22.

A. Algemene opmerkingen.

1. Het koninklijk besluit van 9 april 1979 regelt in zijn titel II, hoofdstuk I, de vorming van de kandidaat-officieren. Dat hoofdstuk bevat zes afdelingen

.../...

(de verschillende delen van de vorming, de cyclus van algemene en beroepsvorming, de cyclus van voortgezette vorming, de organisatie van de cursussen en van de examens, de maatregelen te nemen bij afwijzing en de vorming van de kandidaat-officieren-polytechnici).

De vorming van de kandidaat-officieren-polytechnici wordt geregeld in afdeling 6, die de artikelen 28bis tot 28 quinquies omvat en ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 22 juni 1987.

2. In het advies dat hij op 11 mei 1987, onder het nr. L. 18.025/2, over het ontwerp van het genoemde besluit heeft gegeven, verstrekte de Raad van State de aanbeveling om in afdeling 6 een bepaling in te voegen "die de artikelen opsomt van de afdelingen 1 tot 5 van hoofdstuk I van titel II die toepassing moeten vinden op de opleiding van de kandidaat-officier-polytechnicus".

Die opmerking heeft ontstaan gegeven aan artikel 28bis van het koninklijk besluit van 9 april 1979, luidend als volgt :

> "Behoudens de afwijkingen vervat in de artikelen 28ter tot 28quinquies, zijn de artikelen 22, 24, 25, 26, §§ 1 en 2, en 27 mede van toepassing op de kandidaat-officieren-polytechnici".

3. De opsomming van de artikelen die mede van toepassing zijn op de kandidaat-officieren-polytechnici wordt gewijzigd door artikel 19 van het ontwerp (dat artikel 28bis van het koninklijk besluit van 9 april 1979

vervangt). In een soortgelijke bepaling wordt voorzien voor de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten (artikel 22 van het ontwerp, dat de ontworpen artikelen 28sexies tot 28novies invoegt). Luidens de ontworpen artikelen 28bis en 28sexies stemt de opleiding van de kandidaat-officieren-polytechnici en de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten, overeen met die van de kandidaat-officieren, behalve wanneer daarvan wordt afgeweken.

Men vindt evenwel geen enkel spoor van de mate waarin de bepalingen die eigen zijn aan de kandidaat-officieren-polytechnici en de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten, afwijken van de teksten die de opleiding van de kandidaat-officieren regelen.

Alleen een synoptische lezing van de betrokken bepalingen maakt het mogelijk die afwijkingen te ontdekken.

Zo is het bijzonder moeilijk om uit te maken welk opleidingsstelsel van toepassing is op de kandidaat-officieren-polytechnici en licentiaten in de rechten.

Bovendien zou de vergelijking van de bepalingen die van toepassing zijn op elke categorie van kandidaten, aanleiding kunnen geven tot interpretatiemoeilijkheden.

Tenslotte moge worden opgemerkt dat aan de voormelde opmerking, die de Raad van State heeft geformuleerd in zijn advies L. 18.025/2, geen gevolg kon worden gegeven omdat er geen voor de algemene en beroepsvorming van de kandidaat-officieren specifieke bepalingen bestaan die als zodanig toepasselijk zijn op de kandidaat-officieren-polytechnici en licentiaten in de rechten. Ze zijn het slechts

in een bepaalde mate, zodanig dat "de afwijkingen vervat in de artikelen 28ter tot quater" en "28septies tot novies" zelfs niet lijken te beantwoorden aan de betekenis van die term "zie Cornu : vocabulaire juridique - association Capitant - PUF - 1987. De afwijking ("dérogation") is een "exception apportée, dans une matière spéciale ou un cas particulier, à une règle générale qui par ailleurs demeure"). In feite is het stelsel van algemene en beroepsvorming verschillend voor elke categorie van kandidaten.

4. De moeilijkheden waartoe het aangewende procédé aanleiding geeft, kunnen worden geïllustreerd aan de hand van een enkel voorbeeld.

a) Het ontworpen artikel 28octies heeft betrekking op het onderzoek naar de beroepsbekwaamheid en de resultaten behaald tijdens de militaire vorming van de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten. Het stelt bovendien met betrekking tot die kandidaten de criteria vast om te slagen voor de algemene en beroepsvorming (militaire en voorbereidende vorming) en bepaalt welke overheid moet beslissen over het slagen of het niet slagen.

b) Artikel 28octies wijkt volgens de stellers van het ontwerp af van artikel 25 van het koninklijk besluit van 9 april 1979, zonder dat uitdrukkelijk melding wordt gemaakt van dat afwijkend karakter of van de mate waarin er afwijking is.

.../...

Uit de samenlezing van de paragrafen 1 van elk van die bepalingen lijkt naar voren te treden dat voor de voorbereidende vorming (1), de beoordelingscijfers voor studie en beroepsbekwaamheid volgen uit de cijfers voor het vormingsjaar (zie ook het ontworpen artikel 28septies, § 3, vierde lid). Maar volgens artikel 28septies, § 3, eerste lid, stemt de voorbereidende vorming overeen met een periode van vijf maanden. Kan artikel 25, § 1, derhalve toegepast worden op de voorbereidende vorming ?

c) Bovendien maakt het gebruik van de formule "onverminderd het bepaalde in artikel 25, § 3, 1°", in paragraaf 3 van artikel 28octies de verwarring nog groter en getuigt het van de moeilijkheid om de gebruikte mehode te beheersen : indien artikel 25 immers toepassing vindt, in zoverre er niet wordt van afgeweken, is die vermelding overbodig.

d) Bij het lezen van dat artikel 28octies geeft men er zich rekenschap van dat het, in plaats van af te wijken van artikel 25, een bijzondere regeling tot stand brengt voor het onderzoek van de bekwaamheid die de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten, hebben verworven tijdens hun algemene en beroepsvorming. Dat komt vanzelfsprekend hierdoor dat de cyclus van algemene en beroepsvorming eigen is aan elke categorie van kandidaten.

5. In het belang van degenen die het ontwerp zullen toepassen en van degenen op wie het toegepast zal

.../...

---

(1) Artikel 28octies wijkt van artikel 25 alleen af voor de militaire vorming.

worden, zou het geraden zijn het hoofdstuk dat gewijd is aan de vorming van de officieren te herzien; daarbij kan worden uitgegaan van de volgende beschouwingen.

De structuur van dat hoofdstuk dient te worden behouden ter wille van de overeenstemming met het hoofdstuk dat gewijd is aan de vorming van de onderofficieren.

De tekst zou nochtans overzichtelijker en derhalve begrijpelijker zijn, indien in afdeling 2 betreffende de inhoud van de cyclus van algemene en beroepsvorming, een afzonderlijk artikel zou worden gewijd aan de vorming van elke categorie van kandidaten. Desgevallend zouden bepalingen die voor de drie categorieën gelden, in één artikel kunnen worden bijeengebracht.

De afdelingen 4 en 5, die onderscheidenlijk gewijd zijn aan de organisatie van de cursussen en van de examens en aan de maatregelen te nemen bij afwijzing, zouden op dezelfde wijze moeten worden ingericht.

De bepalingen van dit ontwerp en die van de ontwerp-besluiten welke door de Raad van State zijn onderzocht onder de nrs. 18.577 en 18.578, die verwijzen naar de artikelen betreffende de vorming van de kandidaat-officieren, zouden dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

+

De hierna volgende bijzondere opmerkingen worden geformuleerd onder voorbehoud van de bovenstaande algemene opmerkingen. Gelet op die opmerkingen, wordt geen enkele tekst voorgesteld.

B. Bijzondere opmerkingen.

Artikel 13.

1. De bepalingen onder A en B moeten, zoals gebruikelijk is, als volgt worden geredigeerd :

"A) het eerste lid, a, 21, wordt opgeheven;

B) het eerste lid, c, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. In de Franse tekst van het voormelde eerste lid, c, schrijve men onder 4° :

"4° philosophies politique, économique et sociale ...".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 28septies, § 3, tweede lid, 4° (artikel 22 van het ontwerp) en voor artikel 29, 3, van het ontwerp.

3. De zin van de bepaling "techniek en invloed van de massamedia en spreken in het openbaar" onder c, 5°, van hetzelfde lid is de Raad van State niet duidelijk; de bepaling is, in elk geval, verkeerd.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 28ter, § 1, b, 8° (artikel 20 van het ontwerp), voor het ontworpen artikel 28septies, § 3, tweede lid, 5° (artikel 22 van het ontwerp) en voor artikel 29, 4°, van het ontwerp.

.../...

4. De laatste volzin van het genoemde lid, c ("Dit cijfer wordt in aanmerking genomen voor ...") vormt een doublure met artikel 25, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 en moet derhalve vervallen.

Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek zou het overigens beter zijn het slot van de bepaling als volgt te stellen :

"C) het tweede en derde lid worden door de volgende leden vervangen :

"De kandidaten worden regelmatig overhoord over deze vakken. De beoordelingscijfers behaald voor deze overhoringen dienen enkel tot het vastleggen van het cijfer voor het tijdens het jaar geleverde werk.

Tijdens deze vormingsperiode kunnen stages worden georganiseerd".

Artikel 14.

In het ontworpen artikel 24, § 1, dient de duur van de perioden van de cyclus voortgezette vorming te worden gepreciseerd.

In dezelfde paragraaf 1, schrijve men :

"1° algemeen strafrecht;
...
6° leiding en organisatie van de dienst;
...".

.../...

In de Franse tekst van dezelfde paragraaf schrijve men in 4° : "droit pénal spécial".

Het is de Raad van State niet duidelijk welke de betekenis is van de theoretische en praktische vakken die worden opgesomd onder 5°, 7°, 8°, 9°, 13° en 17°.

Artikel 15.

1. Zoals gebruikelijk is, stelle men de inleidende volzin als volgt :

"In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 juni 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

2. In de bepaling onder B moeten de woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 november 1985 en 22 juni 1987" vervallen.

3. Het ontworpen artikel 25, § 2, tweede lid, is niet bestaanbaar met artikel 26, § 2, van het koninklijk besluit van 9 april 1979, volgens hetwelk "De commandant van de rijkswacht ... de schriftelijke of mondelinge aard van de examens ...(bepaalt)". Dit lid moet vervallen.

4. Aan het begin van het ontworpen artikel 25, § 3, schrijve men : "Om te slagen voor de examens van een opleidingsjaar, ...".

5. In de Franse tekst schrijve men onder 1° van dezelfde paragraaf 3 "obtenir la moitié des points pour la note d'ensemble concernant les aptitudes professionnelles".

.../...

In de Nederlandse tekst van dezelfde paragraaf 3, 2°, schrijve men aan het einde van de zin "... voor elk vak of elke groep van vakken;".

In dezelfde paragraaf 3, schrijve men aan het slot van 3° : "... over de gehele studie;".

Deze opmerking geldt eveneens voor § 3, 4°, b.

6. In dezelfde paragraaf 3, 4°, a, moeten de woorden "met uitzondering van de tweede landstaal" vervallen omdat deze, volgens het ontworpen artikel 24 niet meer voorkomt onder de vakken van de cyclus van voortgezette vorming.

7. In dezelfde paragraaf 3, 4°, c, moeten de woorden "test over lichamelijke geschiktheid die" worden vervangen door de woorden "examen lichamelijke geschiktheid dat".

Een soortgelijke opmerking geldt voor het ontworpen artikel 26, § 1, 6° (artikel 16 van het ontwerp).

Artikel 17.

Aan het begin van het artikel schrijve men : "Artikel 27, tweede lid, ...".

Artikel 22.

Dit artikel voegt in het koninklijk besluit van 9 april 1979 de artikelen 28sexies tot 28 novies in, betreffende de vorming van de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten.

.../...

De cyclus van algemene en beroepsvorming voor die kandidaten omvat een militaire basisvorming en een voorbereidende vorming (artikel 28septies, § 1). De militaire basisvorming "bestaat in de vorming van reserveofficier van de gepantserde infanterie" (artikel 28septies, § 2). Gedurende die vorming worden hun beroepsbekwaamheid en hun resultaten beoordeeld "overeenkomstig de criteria die toepasselijk zijn op de kandidaat-reserveofficieren"; "zij leggen dezelfde examens af als de kandidaat-reserveofficieren" (artikel 28octies, § 1). De criteria om te slagen zijn die welke toepasselijk zijn op de kandidaat-reserveofficieren (artikel 28octies, § 3, 1°).

Volgens artikel 54, 5°, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de land-, lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren (van alle krijgsmachtdelen) en van de medische dienst, moet men "om in de graad van reserveonderluitenant bij de krijgsmachtdelen benoemd te worden : ... met goed gevolg de opleidingscyclus gevolgd hebben door de Koning bepaald".

De opleidingscyclus van kandidaat-reserveofficier omvat een opleidingsperiode in een militaire oefeninrichting en een stage in een functie van onderluitenant of in een daarmede gelijkwaardige functie met mogelijk één of meer wederoproepingen (artikel 3, 2°, van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren).

.../...

Volgens de gemachtigde officier bestaat de militaire opleiding van de kandidaat-officier, licentiaat in de rechten, in de opleiding in een militaire oefeninrichting met uitsluiting van de stage. Het ontwerp zou op dit punt meer duidelijkheid moeten brengen.

Noch de hiervoren bedoelde wet van 1 maart 1958, noch het koninklijk besluit van 25 september 1959 bevatten aanwijzingen over de inhoud van de opleiding van de reserveofficier van de gepantserde infanterie, over de criteria om te slagen en de examens. Uit de door de gemachtigde officier verstrekte uitleg blijkt dat die problemen voor de reserveofficieren geregeld zouden zijn in een "intern reglement". Bij ontstentenis van enige verordeningsbepaling desbetreffend, zou het ontwerp, in rechte, naar het niets verwijzen.

De moeilijkheid zou ongetwijfeld vermeden worden indien het ontwerp de duur en de wezenlijke inhoud van de militaire opleiding (disciplines en onderzoek naar de geschiktheid om deze uit te oefenen) zou bepalen, de Minister van Landsverdediging zou machtigen om de militaire oefeninrichting aan te wijzen waar die opleiding zou worden verstrekt, en de voorwaarden tot slagen nader zou aangeven.

Artikel 23.

1. Voorgesteld wordt aan het slot van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 37, te schrijven : "voor de examens georganiseerd in het kader van de opleidingen van kandidaat-officier en van de opleiding van kandidaat-keuronderofficier of van kandidaat-lager onderofficier".

.../...

2. In paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel, schrijve men : "Na een met redenen omklede aanvraag die de kandidaat indient ...".

3. Zoals het derde lid van paragraaf 2 is gesteld, heeft het advies dat erin ter sprake komt, voor de overheid die zich over het uitstel moet uitspreken, geen enkele dwingende waarde.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Indien de aanvraag om uitstel betrekking heeft op een of meer examens over de cursussen van de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school, geeft de commandant van die school zijn advies vóór enige beslissing".

Een soortgelijke tekst zou moeten worden opgenomen voor de examens betreffende de militaire vorming van de licentiaten in de rechten.

4. Opdat in paragraaf 3 geen misvatting kan bestaan wat betreft de overheid die over de toekenning van het uitstel beslist, behoort deze uitdrukkelijk te worden aangewezen.

Artikelen 25 tot 27.

Gezien de algemene opmerkingen die gemaakt zijn in verband met de artikelen 13 tot 22, behoort de nummering van de artikelen waar de ontworpen bepalingen naar verwijzen, eventueel aangepast te worden.

.../...

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 45, § 1 en § 2, (artikel 26 van het ontwerp) moeten de woorden "dispositions des" als overbodig vervallen.

Artikel 28.

Om een stilzwijgende opheffing te vermijden, wordt voorgesteld artikel 28 te vervangen door drie artikelen luidend als volgt :

"Artikel 28.-

Artikel 54 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 29.-

Artikel 6 van het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 april 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 6. (zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst, op het einde van de inleidende zin, schrijve men : "des répétitions sur certaines parties ...").

Artikel 30.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 april 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 7. (zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 31.

Overeenkomstig de voorafgaande opmerking 3, voege men dit artikel in vóór artikel 29 van het ontwerp.

Artikel 32.

De inwerkingtreding van het besluit is bepaald op 1 september 1987.

Die terugwerking kan slechts worden aanvaard indien zij geen afbreuk doet aan verkregen rechten.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. BOUVIER, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. BOUVIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.